

# A contrario : l'amour du savoir bien formulé

Autor(en): **Danesi, Marco**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1585

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1021650>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Quand les soldats font la police

**Une étude récente fait le point sur l'utilisation des troupes suisses dans le maintien de l'ordre public. Sur fond de fédéralisme, parfois litigieux, c'est la légitimité de son intervention qui est soulevée.**

Les tâches de service d'ordre confiées à l'armée ont mauvaise presse. Même si elles s'estompent dans les lointains de l'histoire, les confrontations de la grève générale de 1918 à Zurich et les treize morts du 9 novembre 1932 à Genève font partie du patrimoine de la gauche helvétique. Étrangement, si ces événements sont bien documentés, aucune étude d'ensemble sur les utilisations de l'armée dans des opérations de maintien de l'ordre n'avait été entreprise jusqu'à la parution de l'ouvrage de Pálvi Conca-Pulli.

Le recours au service d'ordre de l'armée fut fréquent dans l'Entre-deux-guerres. Il disparut ensuite pour réapparaître récemment sous d'autres formes bien sûr. On l'a vu lors du G8 ou de la protection du Forum de Davos (cf. page ci-contre). Il ne s'agit plus de mettre l'armée en face des manifestants, mais les ambiguïtés sont les mêmes à septante-cinq ans d'intervalle. La répartition des responsabilités entre les cantons et la Confédération est toujours aussi délicate et la tentation de chacun à rejeter les fautes sur l'autre toujours présente.

La période la plus tendue s'étend de 1927 à 1934. La violence est présente dans

les manifestations, les gouvernements cantonaux redoutent des tentatives d'insurrection et l'appel à l'armée est souvent lancé, ce qui pose un gros problème juridique. Si le Conseil fédéral décrète qu'une troupe est en «service actif», cela sous-entend une mobilisation partielle et une responsabilité exclusive du gouvernement. Or les cantons veulent rester maîtres du jeu. Les militaires, eux, sont avant tout prudents. Ils n'ont aucune envie d'intervenir avec de faibles effectifs sous une responsabilité cantonale. C'est pourtant ce qui se produira systématiquement et qui conduira au drame de Genève.

## Des troupes sans expérience

La Confédération décide de mettre des troupes à disposition lorsque les cantons le demandent, mais ceux-ci restent responsables de l'exécution des opérations, scénario qui n'est prévu nulle part ni dans la Constitution ni dans la loi. Mais ces unités sont toujours en petit nombre et composées de soldats sans expérience souvent issues directement des écoles de recrue. Bien entendu, la coordination s'effectue mal avec l'autorité cantonale. Les policiers sont peu nombreux et ils n'ont

aucune formation leur permettant d'affronter des manifestants.

Par contre, la Constitution autorise les cantons à mobiliser leurs troupes. A l'époque, les unités militaires sont organisées selon une base cantonale. Ainsi, en 1927 à Genève, un régiment d'infanterie fut mis de piquet par le Conseil d'Etat, mais n'eut pas à intervenir à la suite d'une manifestation qui se termina par une bagarre en règle avec la police. Cette possibilité fut peu utilisée. A l'évidence, il était plus commode pour les cantons de maintenir le flou sur la répartition des responsabilités.

L'intérêt de l'étude de Pálvi Conca-Pulli est de nous montrer que dans cette période réellement troublée, ce n'est pas l'armée qui joua les va-t-en-guerre, elle resta très prudente, de même que le Conseil fédéral qui freina toujours tant bien que mal, mais plutôt les cantons qui jouaient volontiers les fier-à-bras sans en avoir ni les compétences, ni les moyens. Toute ressemblance avec certains événements de juin 2003 est bien sûr l'effet du hasard. *jpg*

Pálvi Conca-Pulli, *Soldats au service de l'ordre public*, Cahiers de l'institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel, n°8, 2003.

## A contrario

### L'amour du savoir bien formulé

Revue éditée par un groupe de chercheurs de l'Université de Lausanne, *a contrario* milite pour des études interdisciplinaires et «indisciplinées» en sciences humaines. Elle explore les points de contact entre la recherche et la société. La réflexion doit aboutir à la confrontation avec les pratiques concrètes des individus et des institutions. C'est là sa dimension éthique.

L'écriture occupe une place centrale. Giuseppe Merrone, l'un des membres du comité éditorial, souligne la nécessité de s'affranchir du langage un peu figé des milieux universitaires et d'expérimenter toutes les possibilités narratives. La confrontation avec la forme marque l'essor de la pensée. On gagne ainsi en lisibilité, avec l'espoir d'atteindre des publics variés.

En dehors des tutelles académiques, *a contrario* respire l'air du large. Pas de particularisme vaudois ou romand, mais l'ambition d'accéder aux réseaux internationaux malgré la précarité financière; tout le contraire de la presse scientifique anglo-saxonne, par exemple, dominée par de grands groupes éditoriaux qui l'ont transformée en une affaire lucrative.

Avec le soutien des éditions *Antipodes* - actives dans le domaine des sciences sociales - *a contrario* veut nouer des liens entre les approches scientifiques et la littérature, examiner les questions économiques et de civilisations qui tourmentent les territoires et les époques. *md*

www.unil.ch/acontrario  
www.antipodes.ch